

Henri Guillemin et la IIe République... Deux livres de passion et d'espérance

Par Jean-Amédée LATHOUD
Membre de l'association

Après ses premiers travaux universitaires sur des auteurs du XIXe siècle (Lamartine, Flaubert, Vigny, Constant, Hugo...), Henri Guillemin s'est passionné pour l'histoire contemporaine et notamment celle de la IIe République. Deux ouvrages, aujourd'hui réédités par les Éditions Utovie sont remarquables : il s'agit de *La première résurrection de la République* et *Le Coup du 2 décembre*¹.

Faisant suite au *Lamartine et la question sociale*, à *La tragédie de 1848* et, avant, à un bel article publié dans *Le Monde* du 26 avril 1969, Henri Guillemin, historien iconoclaste assumé, nous présente « sans tricher » une histoire qui n'est pas « époussetée, raclée, vernie... », dans laquelle il refuse « le stock des blagues édifiantes dont était faite la pâture universitaire servie aux gamins de [son] âge », dans les années 20. Henri Guillemin expose une histoire véridique, mais qui n'est pas impartiale... « J'ai horreur pour ma part, disait-il, des objectivités « menteuses », qui dissimulent leurs haines sous le masque du détachement ».

On retrouve bien là la méthode d'Henri Guillemin : mettre en valeur les détails révélateurs ; débusquer les aveux non dissimulés retrouvés dans des archives, les journaux, les mémoires et les correspondances des gens du « parti de l'ordre ». Mais il a une sympathie déclarée pour les pauvres, les opprimés, les vaincus, les membres des classes laborieuses. Il choisit délibérément le parti de « la canaille » contre celui des « gens de biens », des possédants, des nantis. Le parti de l'ordre, « les gens comme il faut », la « propriété saine » n'ont pas ses faveurs...

Dans ces deux ouvrages, Henri Guillemin suscite notre intérêt en donnant, tout d'abord, un éclairage passionné et passionnant sur les débuts puis les échecs de la « République démocratique et sociale », avant de décrire sa disparition, sur le « coup de force d'un gang » dirigé par Louis Napoléon Bonaparte, élu président de la République ! Henri Guillemin nous retrace avec talent cet épisode dramatique, romantique et sanglant d'une espérance déçue...

Enfin, ces livres nous permettent aussi de nous interroger sur le « sérieux » d'Henri Guillemin, écrivain et/ou historien de la République. On sait que les critiques universitaires de son temps ont été sévères à son égard ; mais son travail est parcouru d'un souffle qui nous interpelle encore et pose des questions toujours d'actualité pour notre République.

**Un éclairage historique et politique :
de l'espérance de février 1848
à la forfaiture criminelle du 2 décembre 1851**

1 - Paris, Gallimard, 1967 et 1951 ; Bats, Éditions Utovie, 2006.

Henri Guillemin nous présente un Lamartine qui voyait clair, injustement méprisé et ridiculisé par ses ennemis qui vont lui « casser les reins ». Il nous explique que le chef du Gouvernement provisoire n'était pas un « Tino Rossi du Romantisme », « le bêta bleuâtre » que d'aucuns se figuraient, ou ce « poète égaré en politique » dont parle Guizot ! Il nous décrit un homme de convictions, ambitieux et généreux, aristocrate, homme d'ordre ayant un profond idéal de justice et qui veut éviter à la France une nouvelle révolution en acceptant la République ; une république modérée et contrôlée, qui rendra possible cette justice sociale si nécessaire pour éviter l'explosion consécutive inévitable de la misère. Pour Guillemin, Lamartine est un déiste, ayant la foi des Béatitudes et qui croit au message chrétien de la fraternité.

En Lamartine, Henri Guillemin voit un homme qui manifeste, dans l'hiver 1848, un vrai « sens politique ». En effet, dès la fuite de Louis-Philippe, il met très vite en œuvre des réformes révolutionnaires. Refusant une Régence, il fait sans hésiter proclamer la République, fait abolir la peine de mort en matière politique – pour éviter l'inquiétude d'un retour à la Terreur – crée une Garde mobile afin d'enrégimenter les jeunes insurgés populaires et en faire des défenseurs de l'ordre. Il engage aussi des réformes sociales ambitieuses : garantie d'un travail pour tous les citoyens (ce qui n'est pas exactement « le droit au travail »), crée les Ateliers nationaux et la Commission du Luxembourg (qui n'est pas un vrai ministère du Travail). Il abolit le marchandage de la main d'œuvre, réduit la journée de travail (dix heures au lieu de onze, en province), réforme les Conseils des prud'hommes... Les « possédants » sont rassurés par le calme public et les ouvriers confiants « offrent trois mois de misère à la République »... Mais certains, comme Proudhon, persiflent : « Il amuse le peuple avec des discours » !

Henri Guillemin montre comment Lamartine maîtrise habilement les clubs d'extrême-gauche et l'encombrant préfet de police Caussidière. En relations discrètes avec les révolutionnaires Blanqui et Barbès, il a également fait alliance avec Ledru-Rollin et ses « démocrates socialistes ». Avec virtuosité, Lamartine utilise, au profit de l'ordre, deux manifestations populaires de protestations contre le gouvernement :

- Le 16 mars ou « Journée des bonnets à poil », plus de 30 000 gardes nationaux des quartiers aisés défilent pour le maintien de leurs privilèges et contre Ledru-Rollin : Lamartine dénonce les troubles, ne soutient pas le ministre de l'Intérieur mais saisit l'occasion pour inciter au calme les ouvriers qui manifestent le lendemain ;

- le 16 avril, lors de l'action menée par les « communistes » de Blanqui, il fait « battre le rappel » et se fait acclamer, à l'Hôtel de Ville, par des dizaines de milliers de personnes défilant contre le péril extrémiste.

C'est à Lamartine, aussi, que l'on doit la bonne organisation de la première élection nationale au suffrage universel (masculin), le 23 avril 1848, jour de Pâques : deux millions de suffrages sont comptabilisés ; aucun trouble, les modérés sont rassurés et majoritaires à l'Assemblée nationale. Lamartine est ainsi perçu comme un rempart contre le désordre, comme le garant de la paix sociale.

Mais, nous explique Guillemin, rapidement après les élections, Lamartine, devient un « progressiste » dangereux, traître à sa classe sociale, rejeté par les « possédants ».

En effet, il refuse d'abord le pouvoir consulaire qu'on lui offre. Il refuse de se couper, sur sa gauche de Ledru-Rollin et déçoit. Il inquiète ensuite en raison des réformes qu'il engage dès le printemps : suppression du *remplacement* militaire pour les jeunes bourgeois, majoration du traite-



La résurrection de la République : deux visions contrastées et antagonistes

1. Marcel Gromaire, *L'Abolition de l'esclavage* (1951)

© Musée de Roubaix (cliché Arnaud Loubry)

ment des instituteurs, annonce de nationalisation des chemins de fer et des assurances, annonce d'un impôt sur le revenu et les successions, abolition de l'esclavage... Henri Guillemin expose les manœuvres du Comité de la rue de Poitiers (Thiers, Falloux, Montalembert, Molé, Berryer, de Broglie, Barrot...) qui s'organise pour marginaliser Lamartine, puis l'éliminer en utilisant le

mécontentement populaire, après les arrestations de Barbès, de Blanqui et des leaders de la tumultueuse manifestation du 15 mai 1848, au cours de laquelle l'Assemblée nationale avait été envahie. « Il faut en finir ! » : la grave crise financière, l'exaspération cumulée des bourgeois et des chômeurs parisiens face au manque de travail proposé par les Ateliers nationaux – les *râteliers* nationaux dit-on à droite – permet de discréditer encore Lamartine et de provoquer l'émeute : les terribles Journées de juin 1848 ; les milliers de morts ouvriers pèseront lourd dans l'échec de Lamartine puis de la République. La Constitution est votée en novembre 1848 et, le 11 décembre, Louis-Napoléon Bonaparte est largement élu président de la République au suffrage universel : il obtient plus de cinq millions de voix, contre 18 000 à Lamartine ! Lorsque les résultats furent proclamés à l'Assemblée nationale, le 20 décembre 1848, « toute la droite éclata de rire »² à l'annonce du score de Lamartine.

Car Henri Guillemin, après avoir décrit la chute d'une personnalité prestigieuse, expose comment un homme d'apparence effacée, devient tout puissant ; il décrit la marche prudente mais inexorable vers le pouvoir dictatorial de Louis-Napoléon, président de la République, véritable « chef de gang ». Le neveu de l'Empereur est en effet pour les conservateurs un homme médiocre - « un crétin qu'on mènera », ricane Thiers, « un dindon qui se croit un aigle ». Pour le comité de la rue de Poitiers, devenu « Les Burgraves », Louis-Napoléon est un homme falot ; pendant qu'il sera au pouvoir, les Royalistes pourront rechercher un accord pour organiser une Restauration et on pense lui faire endosser des mesures impopulaires. Mais Louis-Napoléon dissimule ; il saura se dégager habilement des notables, dans sa conquête du pouvoir dictatorial.

2 - Victor Hugo, dans *Choses vues* (1887), Paris, Gallimard, 2001.



La résurrection de la République : deux visions contrastées et antagonistes

2. Théophile Schuler, *Le Char de la mort* (1851)

©Musée Unterlinden, Colmar

C'est lui qui laisse l'Assemblée nationale voter les décisions impopulaires : il ne se prononce pas sur l'expédition militaire de Rome, en soutien de la papauté, en juin 1849 ; il laisse le gouvernement réprimer la manifestation parisienne de protestation du 19 juin (arrestations, exil de Ledru-Rolin et des chefs démocrates-socialistes). Il se contente d'exprimer son soutien à l'armée et n'intervient pas quand l'Assemblée nationale conservatrice limite le suffrage universel par la loi du 31 mai 1850, réduisant de 29 % le corps électoral : « le parti de l'ordre épure le suffrage universel » dit Henri Guillemin. Louis-Napoléon ne s'exprime pas lorsque des mesures répressives sont promulguées, limitant le droit de réunion des clubs et la liberté de la presse.

Dans le même temps, le président de la République se dit ouvert aux réformes sociales : on se souvient qu'il a écrit *L'extinction du paupérisme*. Il flatte le « pays réel », la province, les paysans et les petites gens remontés contre Paris, les « rouges » et les notables réactionnaires. Il laisse se développer l'antiparlementarisme contre les élites royalistes divisées. Ses partisans dénoncent à la fois les « bavardages » parlementaires, les complots royalistes, les limitations du suffrage universel... La popularité de Louis-Napoléon, homme au-dessus des partis et des divisions, se développe dans tout le pays. Habile tacticien, le président de la République neutralise les parlementaires orléanistes, présents dans les deux gouvernements d'Odilon Barrot, puis un rival militaire et réactionnaire, le général Changarnier. Il met à l'écart les fonctionnaires et magistrats républicains engagés après février 1848. Il s'entoure d'une équipe composée de militaires de confiance ayant baroudé en Algérie et d'hommes sans scrupules, comme les généraux Saint Arnaud, Castellane, Espinasse..., les ministres Morny, Persigny, Rouher. Le 31

octobre 1849, il n'a plus besoin d'un président du Conseil des ministres, parlementaire ayant la confiance de l'Assemblée nationale : il congédie Odilon Barrot et choisit, comme simple chef du gouvernement, un obscur général qui lui convient, d'Hautpoul...

Guillemin souligne féroce­ment les grands besoins d'argent de Louis-Napoléon et l'avidité de son entourage qui mène grand train : il se heurte au refus de l'assemblée de lui laisser la libre disposition du budget, d'augmenter sans cesse son traitement et ses frais de maison. Mais ce qu'il n'obtient pas par la loi, Louis-Napoléon va se le procurer par des moyens extralégaux : tout peut s'acheter pour cet homme jouisseur et sans scrupules, véritable chef de bande... Il organise, accuse Guillemin, une opération qui a tous les caractères d'un racket. De plus, le président de la République développe habilement sa popularité à l'occasion de nombreux voyages officiels en province : il devint l'espoir des « honnêtes gens ». Il promet des allègements fiscaux aux paysans, du travail aux ouvriers, de l'assistance aux pauvres, la réduction du train de vie de l'État et des emplois publics... Homme de la nation, il se déclare au dessus des partis. Il rassure les « possédants » ; les paysans se souviennent de la légende de l'Oncle, les ouvriers savent qu'il n'a pas été impliqué dans les massacres de juin 1848. Louis-Napoléon constate enfin l'inquiétude du pays face aux échéances électorales de 1852 ; l'Assemblée nationale ne veut pas d'une révision de la Constitution et de la possibilité pour le président de la République de se présenter une seconde fois, alors que les « braves gens » craignent que cette même assemblée soit conquise, lors des prochaines élections, par les « rouges ».

C'est, alors, « le coup du 2 décembre » 1851, minutieusement préparé dans le secret de l'Élysée par les complices de Louis-Napoléon, qui met fin à la République et... aux incertitudes : il proclame la dissolution de l'Assemblée nationale et le rétablissement du suffrage universel, mutilé par les royalistes ! Le coup d'État, c'est aussi une répression aujourd'hui un peu oubliée : 400 morts dans Paris, des troubles dans le Midi, dans l'Allier, en Saône-et-Loire, 27 000 arrestations dans le pays, suivie de condamnations expéditives et de déportations par milliers...

La fresque très documentée d'Henri Guillemin (pas moins de 845 citations référencées pour *La première résurrection de la République* et 1268 pour *Le Coup du 2 décembre*) – publiée à l'occasion de la célébration des anniversaires de 1848 puis du 2 décembre 1851 – est passionnante. Mais comment juger son auteur ?

Henri Guillemin, un historien professionnel et/ou un écrivain inspiré ?

La question peut être posée tant les critiques du travail historique de Guillemin ont été nombreuses. Il est vrai que les deux livres dont nous parlons ne prennent pas en compte suffisamment, à mon avis, les conséquences de la très grave crise économique et financière des années 1847-1848 : mauvaises récoltes, faillites industrielles et bancaires, défaillances du crédit et de la bourse...

Henri Guillemin ne souligne pas assez la méconnaissance qu'ont les ministres de la jeune République de la « question de la rue » et du maintien de l'ordre ; ils sont incapables de répondre aux troubles urbains autrement que par le recours à l'armée de guerre. Henri Guillemin ne rappelle pas, non plus, que les leaders de la gauche et du centre gauche ne s'appuient pas encore sur des partis politiques organisés, relayant leur action et préparant les élections : le parti républicain est urbain dans une France rurale. Lamartine a quelques amis et, en 1848, des admirateurs nombreux mais, politiquement, il est un homme seul. Enfin Henri Guillemin fait l'impasse, dans son analyse sur les causes de l'échec de la IIe République, sur les graves défauts de la Constitution et sur la cécité de Lamartine face aux conséquences prévisibles de la séparation absolue des pouvoirs, organisée entre une assemblée unique et l'exécutif, tous deux élus au suffrage universel : en cas de conflit entre les deux pouvoirs, le président de la République ne peut dissoudre l'assemblée et celle-ci ne peut révoquer le président. Aucune crise ne pouvait donc être tranchée par le droit et les règles institutionnelles...

Tout cela dans un contexte d'arrière pensées subversives, chez les responsables de la République : l'assemblée est en majorité royaliste et le président, déjà arrêté deux fois pour des putschs ratés, rêve de l'Empire...

Le journal *Le Monde* éreinte Henri Guillemin dans sa critique de *La première résurrection de la République*. Lui reconnaissant une plume remarquable, le quotidien du soir lui reproche toutefois de « dépenser tant de peine et de patiente érudition pour démontrer l'évidence...! »³. Plus grave, les universitaires historiens officiels sont sévères à l'égard de Guillemin. Jean-Baptiste Duroselle, à propos du *Coup du 2 décembre* écrit : « L'Histoire devient pour lui une sorte de mélodrame, où il n'y aurait que des traîtres, avec le prolétariat dans le rôle de l'ingénue... La thèse qui s'apparente à « l'histoire complot » est soutenue avec une vigueur, une ironie, un mordant, un talent littéraire, pour tout dire un éclat, qui rendent l'ouvrage passionnant d'un bout à l'autre. C'est du Guillemin et du meilleur, mais ce n'est pas de l'histoire »⁴.

Robert Schnerb, lui, prend acte des « aveux spontanés » cités par Henri Guillemin, mais s'inquiète des témoins que l'on n'appelle pas à la barre : « leur silence déconcerte ; non, l'historien-greffier n'a pas le droit de choisir délibérément. Il reste à démêler tout ce que les contemporains n'ont pas dit – les « honnêtes gens » en particulier -, dans un « livre si attrayant, quoique passionné, ou parce que.. »⁵

Maurice Agulhon constate que, chez Guillemin, « tous les acteurs même républicains, des luttes de ce temps, s'ils ne furent pas violents révolutionnaires, voient leurs gestes et propos passés au crible, de manière à apparaître comme des conservateur machiavéliques, hypocrites et rusés »⁶.

3 - *Le Monde*, 17 janvier 1968.

4 - *Revue française de Sciences politiques*, 1953, n° 3.

5 - *Les Annales*, VIII, 1953, p. 275-276.

6 - *Annales historiques de la Révolution française*, n° 222, 1975, p. 603-612.

Il est vrai qu'Henri Guillemin est bien loin de l'histoire de la magnifique École des *Annales*. Celle-ci, on le sait, conduite par Marc Bloch et Lucien Febvre refuse l'événementiel, la simple histoire politique, souligne l'importance de l'économie, des sciences sociales, de la démographie. L'École des *Annales* ignore le récit historique pour privilégier la longue durée, le poids des mentalités et des évolutions sociales... Aujourd'hui, Henri Guillemin serait totalement étranger à cette « histoire » que l'on réduit à un simple dossier pédagogique ! Dominique Schnapper montre que les programmes scolaires contemporains « ne définissent plus l'histoire comme un récit que le maître doit enseigner, mais comme l'examen de questions thématiques qui permettent de comprendre le monde actuel »⁷.

Heureusement, Jean-René Suratteau signant la belle notice nécrologique d'Henri Guillemin dans les *Annales historiques...*⁸, écrit :

« Tel qu'il fut, tel qu'il restera pour le cercle de ses amis, Henri Guillemin, historien et pamphlétaire, iconoclaste fraternel » comme l'écrit Bertrand Poirot-Delpech, « anti-historien » ou « a-historien » selon d'autres, pas davantage que Michelet, ce qui est un assez beau grief ; il a servi l'Histoire et parfois celle de la Révolution française à son poste de combat ».

Car, à la suite de Michelet – que pourtant il n'aime pas -, Guillemin considère que l'historien est un juge, un dénonciateur, un républicain engagé. Il veut rétablir la vérité, détruire les mythes et les lieux communs.

L'historien a de l'empathie pour le peuple contre les privilégiés, pour la nation contre le souverain. Il veut rendre la parole aux oubliés. Il souhaite montrer leur marche vers le progrès, le triomphe de la liberté sur la fatalité. Il écrit un récit, il s'appuie sur des documents oubliés ou inavouables. Il fait une lecture républicaine du passé de la nation, veut rendre visible l'invisible. L'écrivain exprime une philosophie, une expérience personnelle de l'existence humaine, sociale et nationale. Pour l'historien romantique, dont Henri Guillemin est l'héritier, l'objectivité de l'historien est une illusion.

Comment, à propos du travail d'Henri Guillemin, ne pas se référer à Péguy, pour qui l'Histoire se définit comme le refus du dogmatisme universitaire scientifique ? Cette Histoire est inspirée par un rêve de fraternité et d'amour du peuple français. A défaut de théologies et de philosophies providentielles, une seule voie reste ouverte : celle d'une éternelle inquiétude⁹.

Mais Guillemin reste un écrivain exceptionnel.

Certes l'historien moderne refuse la subjectivité et l'émotion ; Guillemin, lui, expose les enchaînements des faits, l'action des hommes, leurs desseins secrets, avec une maîtrise parfaite de la narration, une fluidité de style qui n'est pas bousculée par ses nombreuses citations. Il parle à notre sensibilité mais aussi à

7 - *Le débat*, n° 177, 2013, p. 36.

8 - *Annales historiques...*, n° 289, 1992, p. 451-452.

9 - Édition de La Pléiade, tome II, p. 485 et 103.

notre raison critique. Il nous interroge, nous oblige à aller vérifier les sources, à argumenter les contradictions qu'on lui oppose. Les très nombreux portraits qu'il esquisse sont d'une férocité jubilatoire. Le « portrait-charge » de Louis-Napoléon Bonaparte est d'une férocité terrible. Quelques exemples de ce Daumier de la plume :

Ledru Rollin : « Un jacobin sonore, préfiguration de Gambetta (le courage en moins) et fort peu rassuré par les masses ».

Le général Cavaignac : « Un nez dans du poil, note Victor Hugo. L'homme est cambré. Ses phrases sont brèves ; un pli entre les sourcils, une physionomie austère... Lamartine voit en lui un soldat loyal. Mais le soldat loyal n'est qu'un traître dont l'unique pensée est de prendre appui sur cette confiance qu'on lui accorde pour renvoyer ceux qui l'ont élevé et pour saisir la toute puissance ... »

Odilon Barrot : « Le trompe-l'œil immuable ».

Tocqueville : « Charmant, lucide à merveille, cynique, calme et bien élevé ».

Ce Guillemin que nous aimons apparaît pleinement dans ces deux livres comme un homme passionné de Justice dont la sympathie va vers les pauvres, les exploités, les gêneurs, les vaincus ; un homme du refus de la reconstruction bien pensante du passé, comme de l'hypocrisie du monde de l'argent. Il dénonce sans relâche, et avec un parti pris réjouissant, tous ceux qui se parent du discours de l'intérêt général pour dissimuler leurs appétits personnels.

Alors, Guillemin, homme de lettre ou historien ? Faut-il opposer l'un à l'autre, faut-il choisir ? Cicéron invoquait la trinité rhétorique : prouver, plaire, émouvoir. Le normalien, le conférencier connaissait ses classiques... Mais l'historien ?

Un jeune et brillant historien contemporain, Ivan Jablonka, dans son récent *L'Histoire est une littérature contemporaine*¹⁰, invite à effacer les frontières : ne propose-t-il pas « d'exploiter les potentialités des sciences sociales et de la littérature quand elles acceptent de se rencontrer » ? Il ajoute « le chercheur doit assumer son inventivité archivistique, méthodologique, conceptuelle et narrative », inventivité qui « constitue au sens fort, un acte créateur ».

Henri Guillemin, refusant les frontières de disciplines parfois concurrentes, est un créateur. Ivan Jablonka – historien et scientifique incontestable – en appelle à « un apostolat démocratique » :

« Avec le journaliste et le magistrat, le chercheur est l'un des seuls à pouvoir tenir publiquement un discours de vérité. Il a pour capital sa méthode et sa conscience, productrices non de richesses privées, mais de bien public »¹¹.

Henri Guillemin n'est-il pas ce nouveau chercheur exemplaire qu'espère l'un des plus prometteurs historiens de la jeune génération ?

10 - Paris, Le Seuil, 2014.

11 - *Ibid.* p. 319.

